

L'initiative AVSplus

Le contexte

AVS en réforme perpétuelle

10^e révision = âge retraite femmes monté de 62 à 64 ans et introduction du bonus éducatif, adoptée le 25 juin 1995

Depuis, 11^e révision en trois tentatives, a) a subi un référendum victorieux, b) a capoté aux chambres c) une mini-tranche de révision «technique» immédiate (adoptée) + ouverture du grand chantier de la 12^e révision, mais avortée

Les retraités s'appauvrissent à nouveau

«Régression froide» du montant des rentes en raison du retard que prend l'indice mixte par rapport à l'indice des salaires. Donc les rentes, même indexées, perdent de la valeur face aux salaires réels.

Rentes AVS en 2013 pour personne seule	Couple
minimum = 1170 par mois = 14'040 par an	1755 mois = 21'060 an
Maximum = 2340 par mois = 28'080 par an	3510 mois = 42'120 an

C'est peu de chose

En 5 ans, il y a eu 22'200 personnes (solde net) de plus aux prestations complémentaires, soit ce qui est reconnu comme le minimum vital (de 153'500 personnes en 2006 > 175'700 en 2011 = +15%)

Ce solde résulte de deux mouvements, environ 18'000 personnes sortent chaque année des PC et environ 22'000 y entrent, ce qui donne un volant de 40'000 personnes de «presque pauvres» ou «juste pauvres», gravitant autour du seuil d'entrée, du seuil de pauvreté.

Le texte d'AVSplus

Initiative populaire fédérale «AVSplus: pour une AVS forte»

Les dispositions transitoires de la Constitution sont modifiées comme suit:

Art. 197, ch. 10 (nouveau)

Disposition transitoire ad art. 112 (Assurance-vieillesse, survivants et invalidité)

¹ Les bénéficiaires d'une rente de vieillesse ont droit à un supplément de 10% sur leur rente.

² Le supplément leur sera versé à compter du début de la deuxième année civile qui suit l'acceptation de la présente disposition par le peuple et les cantons au plus tard.

Avantages d'AVSplus

Initiative d'offensive

Ne plus seulement se défendre contre le démantèlement

Augmente la part d'assurance sociale comme droit individuel (exportable à l'étranger)

Message simple et direct = «Augmentation des rentes des 10%»

Message positif, favorable à créer l'unité populaire

Environ 2 millions de retraités en bénéficieront rapidement

Les syndicats prennent une place forte dans le débat public

Tactique politique

L'idée est de prendre les devants et d'occuper le terrain politique avant les grandes manœuvres en plaçant ses pions d'entrée de jeu. Initiative pour prendre l'offensive contre tous les projets de démantèlement prévus. Charge symbolique forte et positive. Une initiative de lobbying.

Initiative simple (simpliste même, voire «populiste») de façon à favoriser une décision claire et univoque des électeurs dans le but d'engranger à coup sûr un succès politique, même minime, allant à l'encontre des projets patronaux et de droite de démanteler les retraites.

Limites d'AVSplus

Petitesse du gain

La demande de 10%, soit entre 200 francs pour une personne seule et 350 francs pour un couple par mois (en moyenne) fait un peu ridicule. Elle compense juste la «régression froide». Il faudrait environ 30% d'augmentation des rentes pour réellement aboutir à l'objectif constitutionnel d'obtenir 60% du dernier salaire. On en est loin. C'est une initiative «AVS certes plus, mais pas de beaucoup».

Rien pour les invalides – Rien pour les plus pauvres

Le texte ne mentionne que les «rentes de vieillesse» («les bénéficiaires d'une rente de vieillesse ont droit à un supplément de 10% sur leur rente») et parle d'un «supplément aux rentes».

AVSplus scinde donc les trois composantes du 1^{er} pilier, soit AVS, AI, PC. Au sein même de l'AVS, seules les rentes de vieillesse seront augmentées, mais pas les rentes de veuf-ve, d'orphelin, ni les rentes d'invalidité, ni les prestations complémentaires. Dans ce sens, AVSplus va à l'encontre de l'universalité de l'assurance et à rebours du développement d'une véritable sécurité sociale.

Tout particulièrement, les seuils d'entrée (19'210 francs par an pour une personne seule) dans les prestations complémentaires (PC) ne seront pas augmentés en proportion de 10%. Les PC étant un «revenu de complément», si le revenu individuel augmente, le montant des PC en espèce diminue d'autant. Sur les 175'000* dossiers aux PC en 2011 (donc les plus pauvres arrivant juste au minimum vital reconnu), la grande majorité ne touchera pas un franc de plus, puisque la hausse de l'AVS sera compensée par une baisse des PC.

(*Dans ce lot, chaque dossier compte pour environ 1,19 personne, soit environ 210'000 personnes. Composé à 70% de femmes –petits salaires = petites rentes– et de 4000 enfants.)

Les effets de seuil dans les PC

Les bénéficiaires situés sur le haut des 175'000 ayant-droits, soit ceux qui ont un revenu compris dans la tranche entre les 90% et 100% du montant-limite (donc entre 2365 et 2600 francs de revenu par mois en 2011 sur le plan fédéral) sortiront «par le haut» des PC à cause d'AVSplus, ils risquent de perdre le droit au PC en nature, soit la concession Billag gratuite (462 francs) et les frais de santé (prime LAMal, franchise et 10% de participation aux frais – à Genève = 5640 francs en moyenne).

L'affaire est encore compliquée par le fait que onze cantons offrent des PC cantonales plus généreuses que les fédérales. Les mêmes mécanismes d'exclusion se reproduisent donc à l'identique selon les montants cantonaux. A Genève par exemple, le montant-limite 2011 est de 25'555 francs, contre 19'210 francs sur le plan fédéral. Le canton donne aussi l'abonnement unireso gratuit, lequel serait perdu pour les personnes sortant des PC cantonales.

Pour les 175'000 personnes ne touchant pas un franc de mieux avec AVSplus, l'avantage sera quand même de bénéficier d'une plus grande part de revenu provenant de l'assurance sociale (droit pouvant être exporté) et moins de l'assistance (octroyée sous conditions de ressources)

Financement

L'initiative n'en parle pas par souci de simplicité, mais l'argumentaire de l'USS évoque un coût d'environ 3,6 milliards de francs par an, soit une hausse de cotisation salariale de 0,55%+0,55%, = 1,1% (qui s'ajoute au 8,4% actuels (4.2+4.2%). L'impôt sur les successions (à l'état d'initiative) et les taxes sur le tabac sont aussi évoqués pour financer partiellement AVSplus.

Tactique politicienne

AVSplus risque d'être utilisée comme monnaie d'échange dans le cadre de PV2020, soit en échangeant le retrait d'AVSplus contre l'abandon d'une partie de la PV2020, soit en arrangeant l'acceptation des deux projets pour augmenter l'AVS de 10% et compenser la baisse des rentes de 2^e pilier (taux de conversion).

Bilan chiffré

AVSplus

- améliore de 10% les rentes d'environ 2 millions de retraités
- n'améliore pas la situation d'environ 200'000 personnes à plus bas revenus touchant les Prestations complémentaires (par le système de vases communicants entre rente et PC)
- Le déplacement vers le haut de l'effet de seuil ferait perdre les PC à environ 30'000 actuels bénéficiaires.